



[dgfip.cgt.fr/93](http://dgfip.cgt.fr/93)

## EDITORIAL

### PRELEVEMENT A LA SOURCE, REFORME DES RETRAITES : SUICIDE FISCAL, SUICIDE SOCIAL

**Naviguant de scandales en affaires d'État, les affairistes installés au pouvoir autour du président Macron tentent péniblement de garder le cap des réformes antisociales.** Après avoir infligé à tout le pays le spectacle navrant d'un affrontement entre l'Élysée et les technocrates de Bercy, la décision est finalement tombée : le prélèvement à la source se fera ! Qu'importe les rapports recensant des centaines de milliers de bugs d'un mois sur l'autre, qu'importe tous les non-imposables n'ayant pas déposés qui se retrouveront avec un taux neutre au premier janvier, qu'importe que nous apprenions par voie de presse les évolutions au jour le jour sans aucune retombée réglementaire à quatre mois de l'échéance, qu'importent les agents des finances démunis qui ne savent plus quoi répondre à des usagers paniqués, les SIP coulés par manque d'effectifs ou d'information, qu'importent les SIE qui n'ont déjà pas le temps de recouvrer la TVA... Et nous pourrions multiplier les exemples !

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Seine-Saint-Denis, M. Dora, nous l'affirme : « *Fake News* » ! Tout se déroule parfaitement et c'est au contraire la CGT qui contribue à créer un climat anxiogène dans les services en alertant les agents !

La CGT affirme qu'il faut se préparer au pire et visiblement ce n'est pas l'État ou notre Direction qui nous serons d'une grande aide sur la question. Cette réforme néfaste socialement visant à liquider l'impôt sur les revenus et à préparer la fusion avec la CSG, nous la combattons avec les agents jusqu'au bout, aussi bien pour nous protéger, que pour préserver notre système fiscal. Nous combattons la privatisation du recouvrement et nous combattons pour préserver les citoyens de ce pays qui vont faire les frais de cette réforme injuste. Pendant ce temps, en catimini, le gouvernement avance sur la réforme des retraites qui sera présentée le 10 octobre.

Face au silence qui plane dans les médias, nous rappelons que les premières projections effectuées parlaient ni plus ni moins que de la liquidation de tous les régimes spéciaux (dont le Code des Pensions Civiles et Militaires dont nous dépendons en tant que fonctionnaires d'État), ainsi que du régime général pour fusionner l'ensemble dans un régime universel par points. Plus d'acquis collectifs, ce sera à chaque citoyen d'accumuler des points tout au long de sa carrière et d'estimer s'il en a suffisamment pour pouvoir partir en retraite sans tomber dans la misère : ce serait la fin de la retraite calculée sur les 6 derniers mois pour les fonctionnaires, la fin de l'âge légal de départ à la retraite, la fin de tous les avantages familiaux dont la pension de réversion. Et bien évidemment, la valeur du point sera variable... Aucune garantie de pouvoir conserver le montant projeté de sa retraite qui évoluera en fonction des décisions budgétaires du gouvernement !

La remise en cause du Code des Pensions, partie intégrante du statut des fonctionnaires d'État, permettra d'accélérer la casse de nos acquis collectifs et le démantèlement de notre ministère comme le préconise CAP 2022.

Nous pourrions multiplier les exemples d'attaques en cours contre notre administration (les 2130 suppressions d'emploi annoncées pour 2019, la fin de la séparation ordonnateur/comptable, la fusion de directions départementales, la poursuite de la remise en cause des règles de gestion...) mais nous avons décidé de nous concentrer sur ces questions fondamentales qui impactent tous les citoyens de ce pays afin de préparer la mobilisation la plus large possible dans la durée, seule issue pour bloquer la politique de ce gouvernement.

**C'est pourquoi nous appelons tous les agents de la DDFIP 93 à la grève et à la manifestation le mardi 9 octobre à 14H00 à Montparnasse :**

**POUR LA DEFENSE DU CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES  
POUR LE RETRAIT DU PRELEVEMENT A LA SOURCE  
POUR LA DEFENSE DE TOUTES NOS MISSIONS ET DE NOS STATUTS  
POUR L'ARRET DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS**